

[Text]

not a satisfactory comparison, against the over-all level of increases in federal expenditure. By either of those two criteria, with whatever kind of dollars the Minister or his officials want to use, the relationship is extremely depressing.

I am delighted the Minister has said that this does not have to be a partisan issue. I agree with him. I do not think it should be a partisan issue. I want to give the Minister all the opportunity to earn the designation of cultural hero by carrying on that fight. That is why I am vastly relieved by the Minister we have today, the new John Roberts, an edition we are seeing this afternoon, as compared to that of October 26 or a few earlier occasions when we had a rather unproductive debate about freezes and cuts.

It is a fact that the general perception I think on the part of Treasury Board, and perhaps of the major economic ministers, is that when times are tough we can make extraordinarily heavy cuts in what perhaps many people have regarded as frills or nonessentials. And of course, the strange aberration of all this is that then people get very upset about "national unity"—I am glad to hear the Minister say he does not like particularly that designation—to the extra money that was voted. People think we put some money aside for doing the "national unity" things. The real things that will strengthen the fabric and future of this country are the thousands of activities that are going around from coast to coast which each in their own way contribute to the identity and meaning of what it means to be a Canadian. We cannot turn those things on and off at will as if it is some kind of mechanical exercise. And as I say, I welcome the Minister's new spirit, the olive branch that he has extended, even to the opposition members, and I can assure the Minister that we will respond because we want to ensure that what we feel is crucial to the fabric and future of this country is not jeopardized by some kind of short-term, blinkers-on economic wisdom which we think makes no sense whatsoever. I just make that as a statement because I think that needs to be said.

But I would like the Minister to respond specifically to the issue of . . . You know, I think he has left the Committee really with an almost impossible situation because we have talked about this I think for the last year, about an opportunity to participate in this exercise in a public and responsible way. If there is to be no report, whether it is Silcox or Desrochers or any other, before the end of the year, if we are not looking for any kind of documents until at least Easter, if—and I tend to agree that we should not have just a limited exercise with respect to the Canada Council alone because it really is only one component in a much larger question of federal responsibility—I am wondering, and this might not be fair to ask the Minister, but since he has obviously given the matter some

[Translation]

des frais d'administration au sein même du ministère de M. Roberts. Si cette comparaison ne semble pas satisfaisante, on peut regarder les hausses globales des dépenses fédérales. Dans les deux cas et quels que soient les dollars auxquels on se réfère, les résultats de cette équation sont extrêmement décourageants.

Je suis ravi d'entendre le ministre dire que ce domaine ne doit pas faire l'objet de discussions partisans. Je suis d'accord avec lui. J'estime que cela ne doit pas être une question partisane. Je tiens à donner au ministre toutes les chances de mener ce combat qui lui méritera le titre de héros culturel. Je suis donc bien soulagé de voir aujourd'hui une nouvelle version, un nouveau John Roberts, différent de l'homme que nous avons entendu le 26 octobre et à quelques reprises plus tôt, lorsque nous avons eu un débat plutôt stérile sur les gels et les comparaisons budgétaires.

C'est un fait que règne une conviction assez répandue, au sein du Conseil du Trésor et peut-être chez les ministres principaux responsables des questions économiques qui veut que lorsque les temps sont durs il est possible de diminuer de façon très considérable les dépenses dans des domaines que bon nombre de gens estiment être du superflu ou du luxe. Ce qu'il y a d'étrange là-dedans, l'aberration bizarre dans tout cela se produit lorsque les gens deviennent très inquiets parce que le budget prévoit des sommes supplémentaires pour l'«unité nationale»—je suis d'ailleurs heureux de voir que le ministre n'aime pas particulièrement cette expression. Les gens s'imaginent que nous avons mis des sommes de côté afin de promouvoir des activités permettant de renforcer l'«unité nationale». Les choses qui contribueront vraiment à renforcer le tissu social de notre pays et à affermir son avenir sont les milliers d'activités qui se déroulent d'un océan à l'autre et qui contribuent chacune à préciser le sens de l'identité canadienne. Nous ne pouvons pas couper court à ces activités à volonté comme s'il s'agissait d'un exercice mécanique. Et je le répète, j'accueille favorablement le nouvel esprit dont fait preuve le ministre, j'accepte le rameau d'olivier qu'il tend même aux députés de l'opposition. Je tiens à rassurer le ministre que nous répondrons à son invite, car nous voulons faire en sorte que ce qui nous paraît d'importance cruciale pour le sentiment d'unité et l'avenir de notre pays ne soit pas mis en péril par une espèce de sagesse économique à court terme et myope qui nous paraît dénué de sens. J'ai fait cette déclaration parce que je l'estimais nécessaire.

J'aimerais tout de même que le ministre réponde de façon précise au sujet de . . . Vous savez, j'estime qu'il a mis le Comité dans une situation quasi-impossible car nous discutons depuis un an environ de la possibilité de participer à un débat public d'une façon responsable. S'il ne doit pas y avoir de rapport de publié avant la fin de l'année, qu'il s'agisse du Rapport Silcox ou du Rapport Desrochers, si nous n'entrevoions pas la possibilité d'avoir en main le moindre document d'ici Pâques au plus tôt, si, et ici j'ai tendance à penser moi aussi que nous ne devrions pas nous limiter à étudier le Conseil des arts, étant donné qu'il ne constitue qu'un élément d'un ensemble beaucoup plus vaste relevant de la compétence fédérale, et si c'est le cas, je me demande la chose suivante: ce n'est